

## La « nouvelle servitude » du début du XXI<sup>ème</sup> siècle et son devenir

### *Introduction – Retour sur controverse des années 1970*

Pour mieux comprendre la portée des thèses de Guy Bois<sup>3</sup> et sa voix singulière qui ne s'est pas dissoute dans les conformismes et les modes successives, il est important de les situer dans un contexte très particulier, celui du milieu des années 1970, acmé d'un extraordinaire développement économique<sup>4</sup>. Le résultat fut une tendance chronique à la pénurie de main d'œuvre, favorisant les grèves, l'absentéisme, le refus de la hiérarchie au sein de l'appareil de production, bref des formes multiples de résistance au capitalisme quand bien même celui-ci tenait sa promesse d'une abondance à portée de main. Mai 68 a été la cristallisation française de ce mouvement général qui reposait à nouveau frais la question du socialisme : il n'était plus possible de penser que les « rapports sociaux » entravaient la montée des « forces productives », comme le soutenait la théorie des crises propre au marxisme orthodoxe (qui constituait ainsi un *économisme*). Non, les « forces productives » semblaient devoir progresser toujours plus loin dans le cadre inchangé du pouvoir capitaliste ! La perspective révolutionnaire ne pouvait plus ainsi se satisfaire de l'attente d'un monde meilleur par la simple confiance en la science, les progrès économique et l'action du parti de la classe ouvrière, parti qui aurait su abréger la transition vers une société meilleure.

Évidemment, l'aporie résultant du caractère évolutionniste – voire messianique – de ce type de marxisme a souvent été relevée : à quoi bon la politique si les lois du monde social garantissent le nécessaire dépassement des ordres sociaux inadaptés au progrès<sup>5</sup> ? Beaucoup de jeunes intellectuels de ces années ne pouvaient se satisfaire de ce genre de pensée. D'où l'idée que les luttes sociales sont le facteur premier du mouvement historique, retrouvant le jeune Marx contre celui du *Capital* qui ne donnait pas de place suffisante à la lutte des classes<sup>6</sup>. Les recherches historiques ou l'interprétation du travail des historiens n'allaient ainsi pas manquer d'être marquées par un « marxisme politique », comme l'a nommé Bois<sup>7</sup>. Selon celui-ci, ce genre de marxisme aurait trop

---

<sup>1</sup>Économiste. Dernière publication : avec Frédéric Farah. (2025), « A Broken History: Contemporary Lebanon (1958–2018)–How the Lure for Profit Destroyed a Nation », Herrera, R. (Ed.) *Trajectories of Declining and Destructive Capitalism (Research in Political Economy, Vol. 40)*, Emerald Publishing Limited, Leeds, pp. 169-182.

<sup>2</sup> Économiste. Dernière publication : « Reverse the road: From European Monetary Union to Euroization », *Global Policy*, 2024, vol. 15, no. 5, pp. 1015-1024.

<sup>3</sup> Un travail complémentaire sur l'œuvre du médiéviste marxiste est disponible librement via l'Internet : la question est de comprendre pourquoi Bois, en avance sur son temps, s'est exposé à la fabrique du silence médiatique et à l'accusation de « nostalgie réactionnaire ». Voir Jérôme Maucourant, « La mondialisation comme servitude - le regard d'un historien marxiste, Guy Bois (1934-2019) », *Prolégomènes*, en ligne, 2023.

<sup>4</sup> Qu'on se gardera d'assimiler sans autre forme de procès au *progrès*.

<sup>5</sup> L'évolutionnisme libéral, doctrine professée par Friedrich Hayek qui fascinera ensuite tant de marxistes des si folles années 1970, s'expose à la même critique : *laissons-faire, laissons passer*, car les meilleures institutions ne triompheront-elles pas de leur seul mouvement, bien mieux que ne ferait l'action collective ? Mais alors, pourquoi faire de la politique, pourquoi constituer des partis « conservateurs » ou « libéraux », sachant que la *main invisible* de l'évolution institutionnelle triomphera des erreurs dirigistes ?

<sup>6</sup> A la différence du *Manifeste* où cette dimension est au cœur même de l'argumentation.

<sup>7</sup> Ainsi Ellen M. Wood retourne le stigmat, en quelque sorte, que Guy Bois accolait à cette interprétation du marxisme : « *Suite à cette discussion dans mon article, quelques personnes – dont mes propres étudiants et les étudiants de mes étudiants, etc. – ont commencé à se réclamer de cette étiquette, non pas dans le sens péjoratif que Bois avait voulu lui donner, mais plutôt comme un insigne (sic) d'honneur, en quelque sorte* » (« Le marxisme politique et ses débats », *Actuel Marx*, 2011, 2, 50, pp. 100). On est tout de même surpris, rétrospectivement, de la teneur de certains arguments et des accusations d'*économisme* à l'encontre de

insisté sur la lutte des classes au détriment des contraintes économiques globales. C'est d'ailleurs l'invention de ce syntagme qui le fit connaître à un milieu plus large, incluant les économistes critiques et, plus généralement, les universitaires s'intéressant à l'histoire.

En France, l'économiste Pierre Dockès<sup>8</sup> a incarné cette position dans le débat sur la fin du monde antique. On a peine aujourd'hui à imaginer les raisons qui incitait à aborder l'*économie historique* (selon l'expression de Fernand Braudel) : « Pourquoi rechercher les causes de la fin de l'esclavage antique ? Parce que comment et pourquoi finit l'esclavage au Haut-Moyen Age n'est pas indifférent pour qui croit possible la fin du salariat »<sup>9</sup>. En conclusion, il est même affirmé que « les luttes des esclaves firent que l'esclavage ne fut plus possible, l'esclavagisme lui-même détruisant la base sociale de l'État et de ses maîtres »<sup>10</sup>. Thèse séduisante eu égard à l'esprit du temps. L'introduction de l'ouvrage voulait d'ailleurs illustrer la thèse de Mao Tsé-Toung lui-même sur « le rôle décisif, principal des rapports de production, donc de la lutte de classe », contre Friedrich Engels et, plus tard, Louis Althusser<sup>11</sup>. Or, le travail de Bois sur la fin de l'esclavage contrariait les tendances d'une époque où le volontarisme, la subjectivité et la spontanéité imprégnaient nombre de grille de lectures des faits sociaux. Mais pourquoi évoquer ce point de détail de l'histoire des idées, un demi-siècle après, maintenant que le marxisme est redevenu une modeste école de pensée, que les partis communistes occidentaux ont disparu, que ce soit nominalement ou réellement et que la mondialisation, en général, et en particulier le laboratoire d'hyper-mondialisation que constitue l'Union européenne, a rebattu toutes les cartes politiques et économiques ?

La raison - très simple et à l'origine du projet de réédition de ce livre<sup>12</sup> - consiste en ceci : les anciens combats se poursuivent souvent dans d'autres arènes et la métamorphose de certaines oppositions ne fait que révéler ce qui animait réellement les protagonistes (sans qu'ils n'en aient nécessairement conscience). Le *mouvementisme* de l'époque maoïste se transformera en *bougisme*<sup>13</sup> lors de la mondialisation ; l'éloge de la spontanéité en politique se transformera en apologie du sujet néolibéral, une fois passée l'agitation utile pour accaparer de bonnes places dans la société. Friedrich Hegel était dans le vrai en écrivant : « Ce n'est qu'au début du crépuscule que la chouette de Minerve prend son envol » ! Oui, ces positions si radicales - professées dans les années 1970 - ont laissé place à des ralliements joyeux et massif au parti du capital global. Revenons à l'exemple de Dockès, qui publie un livre récompensé par le Sénat lui-même en 2007<sup>14</sup> et constitue une défense et illustration de la mondialisation, pour peu que l'État sache accompagner ce mouvement. Ce stupéfiant paradoxe renvoie à quelque chose de très profond, dans l'évolution (ou la dissolution ?) de la gauche qui

---

Bois alors qu'il explique, dans un livre issu de sa thèse d'État, la nature des obstacles à l'accumulation que l'on rencontre dans le féodalisme. Il ne note pas simplement les « freins technologiques », mais aussi les « freins sociaux », notamment les « solidarités agraires » et les « obstacles d'ordre mental ». Précisant : « en premier lieu, des règles de comportement économique du seigneur et du paysan : l'idéal d'autosubsistance imprègne toutes les classes de la société et représente un remarquable antidote contre l'esprit de profit naissant. Voir Guy Bois, *Crise du féodalisme*, Presse de la fondation nationale des sciences politiques, 1981 (1976 pour la première édition).

<sup>8</sup> Qu'il soit permis de rendre hommage à cet intellectuel (maintenant membre du *Cercle des économistes*) dont les talents d'enseignant et de chercheur ont beaucoup compté pour notre formation intellectuelle. Même si nos trajectoires ont divergé, cela n'enlève rien à la dette originelle. Ce professeur - remarquable par sa haute culture - témoigne d'une époque révolue et l'on peut assurément être nostalgique eu égard à l'**actuel délabrement** de l'université française. C'est également cette réalité incontestable - que les pires idéologues d'aujourd'hui ont bien de la peine à réfuter - qui navrait profondément Bois dans les derniers échanges que nous eûmes en 2018. *O tempora, O mores ...*

<sup>9</sup> Pierre Dockès, *La libération médiévale*, Flammarion, 1979, p. 7.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 304.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 62.

<sup>12</sup> Guy Bois, *Une nouvelle servitude- Essai sur la mondialisation*, François-Xavier de Guibert, 2003 (pour la première édition).

<sup>13</sup> Pierre-André Taguieff, *Résister au bougisme - Démocratie forte contre mondialisation techno-marchande*, Fayard, 2001.

<sup>14</sup> Pierre, Dockès, *L'enfer, ce n'est pas les autres*, Descartes & Cie, 2007.

occupait Bois. Comment comprendre que l'économie soit à ce point pensée comme relevant d'une *nécessité* ne laissant place qu'à l'*adaptation*<sup>15</sup> ? L'essai de Dockès (distingué par le « cercle de la raison »<sup>16</sup>) constitue en fait l'antithèse absolue d'*Une nouvelle servitude* – les deux hommes se connaissaient d'ailleurs ! -, le débat se déroulant cette fois à *front renversé*.

L'hypothèse que nous émettons est la suivante et trouve son origine dans la conclusion d'un livre que Bois publia en 1989, c'est-à-dire qu'on ne peut commettre « *aucun raccourci théorique forgé à partir d'une vision mythique de la lutte de classe* »<sup>17</sup>. Or, la *haute conjoncture* en termes économiques et sociaux, qui a caractérisé la période 1950-1970, permit, en effet, dans tous les pays occidentaux, même aux États-Unis<sup>18</sup>, des progrès sociaux stupéfiants qui reposaient sur une volonté politique certaine<sup>19</sup> que permettait l'état des structures des structures économiques d'alors<sup>20</sup>. On a pu même écrire que le *fond de l'air était rouge*<sup>21</sup> parce que le capitalisme paradoxalement se portait très bien, que l'économie était dynamique et que le taux de chômage était bas, ce qui permettait une survalorisation des capacités de la politique. Il ne s'agit pas bien sûr d'en revenir à une *illusion économique*, celle du marxisme orthodoxe, parce que l'*illusion politique* des années 1970 a prouvé son inanité dans la décennie suivante, mais bien de revenir à la vision fine et dialectique du « système social » défendue par Bois. Celle-là fut malheureusement incomprise à force de caricature de ses adversaires, lesquels, d'ailleurs, n'auront pas hésité (pour beaucoup) à fluctuer d'une option théorique à l'autre, en fonction de l'air changeant du temps ...

A ce sujet, John R. Commons, un des inspirateurs du *New Deal*, écrivit quelque part que les radicaux les plus irréalistes font toujours finalement les conservateurs les plus féroces, parce qu'il se sont heurtés avec douleur et fracas à la réalité. Les figures contemporaines de ce genre de retournement sont légion en France (et ailleurs !), ce qu'illustre le passage de beaucoup vers l'égarément totalitaire à l'extrême-centre (incarné par Emmanuel Macron) : on se laisserait vite à citer les noms de ses adeptes de ce type de transformisme. Loin de ses postures, que l'on rencontre malheureusement autant dans le monde médiatique qu'académique, notre médiéviste marxiste ne cessa de persévérer dans son être, écrivant ainsi : « *les esclaves n'ont pas renversé le système antique. Leur lutte de classe a surtout consisté à consolider pas-à-pas leur promotion et s'intégrer dans le « peuple chrétien* ».

---

<sup>15</sup> Jérôme Maucourant, « La pensée économique à l'épreuve de la crise de 2008 », dans Jean-Pierre Potier dir., *Les marmites de l'histoire - mélanges en hommage à Pierre Dockès*, Classiques Garnier, pp. 465-492, 2014 (en ligne halshs-01012848), p. 484 sq.

<sup>16</sup> Alain Minc a sanctifié la pensée dominante, il y a une trentaine d'années, par ces mots curieux, autre façon de nommer la pensée unique.

<sup>17</sup> Guy Bois, *La mutation de l'an mil. Lournand, village mâconnais de l'Antiquité au féodalisme*, Paris, Fayard, 1989, p. 262.

<sup>18</sup> Peter Turchin, *Le chaos qui vient – élites, contre-élites et la voie de la désintégration politique*, Le Cherche, Midi, 2024 (2023 pour l'édition américaine), p. 160. L'ère Reagan manifeste une « *inversion de cette tendance* ». cf. p. 122. Ce fameux promoteur de la cliodynamique n'est évidemment pas le seul à faire ce constat, partagé aussi par un ancien ministre du président Bill Clinton et auteur d'un best-seller mondial en 1991, Robert Reich (*L'économie mondialisée*, Dunod, 1993). Resté fervent démocrate, en dépit de la paupérisation d'une fraction importante de la société américaine (qu'il avait parfaitement anticipée). Barak Obama a négligé ce phénomène, préférant sauver le capitalisme financier, avant tout. Pour les tenants de l'*individualisme progressiste*, le respect des dogmes est plus important que les choses qu'on voit. A propos de la paupérisation, voir encore Peter Turchin, *Le chaos qui vient, op. cit.*, p. 43 et pp. 114-115.

<sup>19</sup> Paul Krugman, en effet, admit en 2007, que la « grande compression » des revenus des années 1930, puis la « grande divergence » des années 80 ne provient pas de la nature du progrès technique, mais bien du rapport de forces socio-politiques (Paul Krugman, *L'Amérique que voulons*, Flammarion, 2008). Mais évidemment, les structures de l'économie et la faible implication dans la mondialisation des États-Unis rendait possible plus qu'ailleurs l'effectivité de l'action politique.

<sup>20</sup> C'est-à-dire une production de masse rendue possible par des rendements d'échelle croissants, ainsi qu'une structure oligopolistique correspondante à ce dispositif technico économique. Cf. Robert Reich, *Supercapitalisme – le choc entre le système économique émergent et la démocratie*, Vuibert 2008 (1991 pour l'édition américaine), pp. 23-23 et p. 44-45. En France, dans les années 1970, l'école de la régulation a fait la théorie de ce système sous le nom de fordisme. Michel Aglietta, mort récemment, en fut l'un des initiateurs.

<sup>21</sup> *Le fond de l'air est rouge* : documentaire de Chris Marker (1977)

*Inversement, la paysannerie libre n'avait pas pour objectif de mettre en bas l'ordre antique, mais son dynamisme a grandement contribué à l'ébranler. De même l'aristocratie quand elle participe du démantèlement de l'État* »<sup>22</sup>. C'est pourquoi la compréhension des grandes ruptures affectant l'histoire ne peut pas reposer sur des projections de l'esprit d'une époque, d'ailleurs très volatile, comme on l'a vu.

Il faut donc se défier d'un romantisme révolutionnaire (cas des années 1960-70) qui dénature le sens et la portée réelle de la conflictualité social-historique et ne pas céder à un pessimisme refusant à l'action collective toute forme de positivité. Comme Bois l'écrit encore : « *La grille de lecture du système social, en mettant en évidence l'existence de processus objectifs, permet de mieux comprendre la portée et les limites de la pression exercée par les forces sociales* »<sup>23</sup> (souligné par nous). C'est grâce à cette méthode héritière du matérialisme historique<sup>24</sup> que l'historien ne céda jamais à ce pessimisme cynique qui succéda à l'optimisme déraisonnable de nombre de ses contemporains. Certes, à épouser les dérives d'un Patrick Boucheron<sup>25</sup> et ses fantasmes globalistes-diversitaires, il aurait pu jouir des dividendes symboliques réservés à ceux qui portent la pensée dominante du temps. En réalité, contrairement aux approximations de ses détracteurs (dont les « marxistes politiques »), il ne s'abandonna jamais au déterminisme économique et affirma même, une dizaine d'années après les passages cités, que « *la logique de la mondialisation requiert des mensonges et des faux-semblants toujours plus grossiers (...) Un point de rupture sera donc nécessairement atteint. C'est sur ce terrain idéologique, en définitive, que la partie se jouera. Les élites politiques devront s'en convaincre* »<sup>26</sup>. Publié en 2003, ce livre témoigne que, comme intellectuel marxiste, il se prononça en faveur d'un « souverainisme social » qu'il appela *antimondialisme*, fort conscient néanmoins que ce contre-parti au capital global pouvait intégrer des éléments aussi problématiques que le marxisme traditionnel comportait d'acteurs étranges.

Bois fut un de ses rares chercheur et intellectuel à appliquer et pratiquer dans ses différentes œuvres la méthodologie qu'il défendit. Le débat qui l'a opposé au marxisme politique nous en rappelle les difficultés. Entre les déclarations d'intention et la réalisation de l'entreprise, l'écart peut s'avérer important. Ses ouvrages ont témoigné de cette même volonté d'analyser une société dans son ensemble à travers les différents ordres qui la composent : économique, politique, technoculturel<sup>27</sup>, démographique, social, idéologique et spatial. Toute son entreprise consista à percevoir la mondialisation comme la mise en place de structures menant à l'avènement d'un processus nouveau de domination globale. Fidèle à sa méthodologie marxiste, il tenta de penser la crise de cette société en raison de ces mêmes processus. Comme l'a relevé Jacques Sapir dans sa préface, Bois a bien commis des erreurs de prospective, pourtant l'essentiel demeure : il vit juste sur la nature de la mondialisation. Cette postface souhaite revenir sur des points essentiels en montrant l'évolution de cette mondialisation, son entrée en crise et l'état de la France, non seulement d'un point de vue économique mais aussi relativement à la société dans son ensemble. Dans ce qui suit, nous attacherons à décliner la signification de la mondialisation au niveau le plus général, avant d'examiner le cas français.

---

<sup>22</sup> Guy Bois, *La mutation de l'an mil*, op. cit., p. 262.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 263.

<sup>24</sup> Pour son actualité : Tony Andréani, *Matérialisme historique—les concepts fondamentaux revisités*, L'Harmattan, 2022.

<sup>25</sup> Cette figure centrale de l'histoire française, devenue bulle médiatique, incarnait pour Bois la crise même de sa discipline (communication personnelle, 2018).

<sup>26</sup> Guy Bois, *Une nouvelle servitude—essai sur la mondialisation*, p.175, François-Xavier de Guibert., 2003.

<sup>27</sup> Il semble utiliser le terme de « mentalité » pour caractériser une manière de percevoir et d'interpréter le monde. Le concept de *technoculture* renvoie ici à l'ensemble des éléments que les humains peuvent se transmettre de génération en génération, impliquant aussi bien la technique, les représentations que les manières de faire.

Bois avait clairement mis en lumière les nouvelles structures au fondement des processus à l'œuvre, processus qui perdurent encore aujourd'hui. La désindustrialisation des pays occidentaux<sup>28</sup>, la concentration des richesses parmi les 0,1% (même dans un pays comme la France, qui est connu pour avoir résisté- plus que les Etats-Unis - à ce mouvement global<sup>29</sup>), la privatisation (de secteurs jusqu'alors publics) et la précarisation de l'emploi. Plus encore, l'écologie est elle-même marchandisée à travers des marchés de carbone pour garantir et même créer des profits. En examinant l'origine de ces processus, Bois a relevé la structure centrale de ces phénomènes : la financiarisation de l'économie mondiale. Cette financiarisation - terme ô combien multiforme et polysémique ! – comporte plusieurs caractéristiques qui s'auto-alimentent. Cette mutation du capitalisme renvoie à une omniprésence des marchés financiers, une gestion des entreprises selon des critères purement financiers (qui vise un profit conséquent à *court terme*) et une spéculation incessante permise par la titrisation (les actifs tendent à être de plus en plus négociés).

Cette cotation tendancielle de tous les éléments du patrimoine des capitalistes leur permet de réaliser le vieux rêve de l'évaluation permanente de la valeur du capital, qui plus est sur un marché mondial. Quand le jeune Marx des *Manuscrits parisiens de 1844* écrivait que « *tout a un prix, même ce qui n'est pas de valeur* », il ne pouvait pas imaginer que son assertion – prophétique pour l'époque - aller pleinement se réaliser. La financiarisation, c'est simplement le capitalisme lui-même, débarrassé d'entraves archaïques, c'est-à-dire une sorte de *capitalisme au carré*. Ce capitalisme financiarisé donne même l'illusion de pouvoir se passer de la sphère communément appelé « réelle » à travers la spéculation et la relance continue des dettes publiques comme privées (de plus en plus importantes à travers l'effets de levier).

L'extravagance de ladite « déconnexion » des valeurs financières par rapport aux valeurs réelles fait oublier que, dans le monde selon le capital et pour reprendre une belle expression de Thorstein Veblen : « *la réalité monétaire est la réalité ultime des choses* »<sup>30</sup>. Pourtant, les actifs continuellement cotés ne sont que des capitalisations - selon des taux changeants d'actualisation - de flux anticipés de revenus monétaires, c'est-à-dire des anticipations (fondée sur des seules *conventions* comme le martelait John M. Keynes) de prélèvements sur les marchés. Mais, les valeurs financières sont aussi des « *capitalisation de désutilités* », pour reprendre Veblen, car l'extraction de profit est également liée au pouvoir de nuisance des firmes en mesure d'instituer de la rareté grâce aux brevets, monopoles ou même des restrictions de production que permet le contrôle de points stratégiques de l'économie. La valeur financière incorpore bien des gains monétaires réalisés au détriment du bien-être public.

Près d'un quart de siècle après l'écriture d'*Une nouvelle servitude*, il n'est pas sûr qu'il faille acter la mort de la financiarisation-mondialisation qui est au cœur de ce livre, même si la crise de ce processus est évidente<sup>31</sup>. D'abord, parce que, quand bien même l'économie mondiale se restructurerait sur une base régionale, cela n'implique nullement l'abandon de la logique de ce *capitalisme au carré* dans ces zones qui, de toute façon, maintiendront un niveau non négligeable de connexion entre elles ; une modalité-limite de ce régionalisme serait une *bi-mondialisation* portée par deux axes, l'un américain, l'autre chinois, le conflit russo-ukrainien précipitant la plausibilité de ce modèle. Ensuite, il est possible que les actuelles tentatives de protectionnisme n'impliquent pas une

---

<sup>28</sup> Relative évidemment selon les pays.

<sup>29</sup> « *Quant au patrimoine moyen des foyers THR, il a presque doublé sur la période 2003 et 2016 (de 5,2 milliards d'euros à 10,2 milliards d'euros) avec une progression moyenne annuelle plus élevée que les autres foyers (+5,4% contre +4,2%). Après le passage à l'IFI, en 2017, le patrimoine immobilier moyen des foyers THP a continué d'augmenter (+18%)* ». Voir la très gouvernementale et officielle publication qu'est *Vie publique – au cœur du débat public* et son article du 1<sup>er</sup> février 2025 : « Très hauts revenus, très hauts patrimoines : quelles évolutions sur les 20 dernières années ? ». *Nota bene* : les THR sont les « très hauts revenus », c'est-à-dire les « 0,1% de foyers dont le revenu fiscal est supérieur à 463 000 euros par an ».

<sup>30</sup> Thorstein Veblen, *Absentee Ownership Business Enterprise in Recent Times - The Case of America*, George Allen & Unwin, 1923.

<sup>31</sup> Jacques Sapir, *La démondialisation*, Points, 2021 (2011, pour la première édition).

déshérence de la mondialisation financière mais seulement de nouvelles règles impliquant un réagencement de la production globale. Une façon de reformuler le problème, sans donner pour l'heure de réponse définitive, est celle-ci : crise *de* la mondialisation ou crise *dans* la mondialisation ?

Certes, l'émergence des BRICS+, la guerre évoquée plus haut et les deux conflits proche-orientaux en cours (relatifs à la question de Palestine et à la République islamique d'Iran)<sup>32</sup>, peut faire croire que la démondialisation est actée. Mais en réalité, la période analysée par Bois n'est pas encore vraiment terminée, beaucoup de surprises sont encore possibles. Il était possible de penser que les syndromes afghan et irakien, ainsi que le conflit en Ukraine, avaient poussé les Etats-Unis dans un isolationnisme relatif ou au moins à une sorte de nouveau partage du monde : mais, si la République islamique d'Iran s'effondre en conséquence de ses ambitions nucléaires et de son conflit avec Israël et les Etats-Unis, tout changera, d'autant que la nouvelle Syrie se veut pro-marché et pro-occidentale ... Y aura-t-il une extension du périmètre de la mondialisation capitaliste à l'américaine au Proche-Orient ? Personne ne le sait ... Nous sommes dans le temps d'une crise profonde, oui, mais pas encore dans celui d'une structure nouvelle.

A son origine, ce fut la baisse du taux de profit<sup>33</sup> dans toutes les sociétés occidentales qui a poussé à les dirigeants économique et politique à l'action en raison d'une menace existentielle sur leur existence sociale. Si la mondialisation-financiarisation fut l'outil utilisé, la conséquence en fut une divergence entre l'évolution du salaire réel et de la productivité du travail, le partage de la valeur ajoutée devenant dès lors de plus en plus favorable au profit relativement au salaire<sup>34</sup>. D'un autre côté, la financiarisation a permis de compenser cette baisse de la demande par une explosion de l'endettement privé et public. Comme Streeck l'avait bien noté, cette solution ne consiste qu'à recourir à du *temps acheté*<sup>35</sup> ajournant les crises. La crise des *subprimes* (2008) et celle des dettes souveraines en Europe (durant les années 2010) illustre le prix à payer de cet ajournement continu en termes de dépression ou de stagnation économique.

Il est une autre conséquence de la mondialisation financière : le dépérissement ou la désubstantialisation de la démocratie, selon les termes de Bois. La puissance des acteurs financiers, comme le passage des responsables **politiques de la sphère publique à la sphère privée, imposent les critères de la mondialisation financière aux sociétés réticentes**. Cette absence de choix rend alors la citoyenneté, le vote, les débats et toutes autres activités démocratiques comme folkloriques et sans conséquences. Comment réfuter cette analyse lorsque l'ensemble des décisions politiques des gouvernants français consistent à apaiser les marchés financiers, privatiser des services publics ou encore subventionner les entreprises par dizaine de milliards d'euros sans contrepartie et ce quel que soient leurs appartenances politiques. La politique, dans ces conditions, se limite à un débat « sportif » sur les résultats de sondage, sans discuter sérieusement des programmes ou à des débats sociétaux de plus en plus extrêmes et identitaires.

Allons plus loin : la citoyenneté ne pourrait-elle pas être interprétée comme un obstacle à la mondialisation financière ? L'ultime et dernier tabou à lever ... Comme si était à l'œuvre une transformation du citoyen en consommateurs et producteurs dans l'ordre économique et

---

<sup>32</sup> Cet ensemble (Brésil, Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud, Iran, Égypte, les Émirats arabes unis, Indonésie et Éthiopie) s'est posé en *Contre-Occident* symbolisé par le G7 (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, France, Allemagne, l'Italie et Japon).

<sup>33</sup> Volume de profit réalisé en fonction du capital fixe.

<sup>34</sup> Mille sources démontrent ce fait. La dernière en date est rendue disponible dans le public intellectuel, c'est-à-dire, au-delà des universitaires, c'est par ce livre déjà cité d'un universitaire de référence, Peter Turchin, *Le chaos qui vient, op. cit.*, pp. 114-115. N'étant pas économiste professionnel, c'est-à-dire peu enclins à suivre les mantras de la profession, ce biologiste devenu anthropologue fait remarquer que, en 40 ans (1976-2016), le salarié médian doit consacrer trois fois plus d'heure pour se payer une année de scolarité universitaire ! Ce retour souhaitable au raisonnement en heures de travail montre bien une *paupérisation absolue*. En travaillant un peu les statistiques, il est évident que même le fameux « salaire réel » (pp. 110-111), selon le langage des économistes habituels, a été quelque peu malmené, si on résonne finement en termes de strates ventilées par diplôme : « *La sombre conclusion qu'il est possible de tirer de ses données et que les Américains sans l'équivalent d'un bac plus quatre—soit 64 % de la population totale—ont régressé en terme absolu ; leur salaire réel a diminué durant les 40 années précédents 2016* ». (p. 112). Soit l'année de la première élection de Donald Trump ...

<sup>35</sup> Wolfgang Streeck, *Du temps acheté : La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Gallimard, 2014.

spectateurs (autre nom de consommateurs) dans l'ordre politique. Bois avait également bien compris que les organisations supranationales<sup>36</sup>, l'intégration européenne sous sa forme régionale, venait accentuer encore l'amoindrissement de la souveraineté populaire et anéantir l'idée de même de la politique, lieu des antagonismes institutionnalisés où se construit un bien commun. Ne subsiste que le politique, c'est-à-dire l'ensemble des rapports de pouvoir institués nécessaire à toute société. Ce dépérissement de la démocratie se manifeste sous la forme d'une double crise de la politique.

D'une part, elle prend la forme d'une abstention importante, oscillant selon les pays et le type d'élection, à hauteur de 20-40%. D'autre part, la montée - et parfois le succès - de ce que les médias dominants nomment « extrême-droite »<sup>37</sup>, dans tous les pays occidentaux et dans certains pays d'Amérique latine, peut s'expliquer comme une tentative de reprise de contrôle par le peuple. Ce qui semble *a priori* paradoxal : bien de bons esprits pensent encore que gauche n'a pas divorcé du peuple<sup>38</sup> ... Certes, bien d'autres éléments expliquent ce phénomène, mais la mondialisation est créatrice d'un *contre-mouvement* qui s'affiche sous les couleurs de l'actuelle *extrême-droite*. Avec brio, Bois met en lumière les fondements idéologiques de cette nouvelle société dont la caractéristique est de bouleverser la topologie habituelle de la politique, car la dérive *sinistroyre* a atteint une phase critique qui est aussi celle du triomphe de l'individualisme contemporain<sup>39</sup>. Au confluent de deux héritages, l'un libéral, l'autre libertaire, la modalité *libérale-libertaire*<sup>40</sup> est ainsi décrite : « *la face libertaire apportant une « radicalité symbolique » qui compense ou masque la face libérale empreinte de docilité et d'opportunisme dans l'ordre social. Ainsi le libertaire est à la pointe du combat dans la transgression des interdits relevant de la sexualité ou de la drogue (avec tout le continuum que l'on peut imaginer dans ce domaine). Il fait de l'aggiornamento des mœurs le principal indicateur et objectif du progrès social. Le libéral a intériorisé les valeurs de la mondialisation marchande, l'univers impitoyable de la concurrence, la course à la position de pouvoir, à l'argent, à l'image. Lutte de nature individuelle mais dont l'issue victorieuse sera fonction des alliances qu'il aura nouées, du réseau auquel il aura adhéré et qu'il aura servi* »<sup>41</sup>.

Désormais, la gauche ne défend plus la *progression* matérielle et morale des classes exploitées mais le principe même d'une *transgression* des limites qui est à elle-même sa propre justification. Dit autrement, cette nouvelle gauche n'a plus grand-chose à voir avec l'ancienne, si ce n'est une nécessaire convention permettant de partager l'espace politique. Aux deux hypostases bien vues par Bois, il y a une dimension politique qui s'est agglomérée à ce magma idéologique, car les troubles, voire le chaos social engendré par le mode libéral-libertaire de domination, ont impliqué

---

<sup>36</sup> Trois années avant la publication d'*Une nouvelle servitude*, Bois avait insisté sur l'importance de « l'intervention systématique d'institutions supranationales pour atteindre cet objectif : le rétrécissement de la sphère d'intervention du politique devant la montée en puissance de l'actionariat ». Ce livre universitaire - qui raisonne en termes de « crise systémique » et selon une méthode comparatiste - fut accueilli avec autant de silence dans son champ de spécialité que l'essai politique qui allait suivre. Il était difficile d'expliquer sans être moqué, en effet, aux idéologues de la « mondialisation heureuse » que les signes étaient là d'une crise structurelle et que la mondialisation n'en constituait qu'une réponse très problématique et sûrement transitoire) Avant la preuve de l'enlèvement des années 2000 et avec la Grande Récession de 2008, peu nombreux étaient ceux pouvant entendre sérieusement de tels propos. Voir Guy Bois, *La grande dépression médiévale : xive - xve siècle : le précédent d'une crise systémique*, Presses Universitaires de France, 2000, p. 8.

<sup>37</sup> Comme l'avait noté il y a plus d'un siècle Albert Thibaudet, le mouvement de la politique contemporaine est un glissement continu vers la gauche (*sinistrisme* ou tendance *sinistroyre*) qui fait que des partis de gauche (à un moment) passent au centre puis enfin à droite. Cela veut dire qu'il est difficile de définir simplement toutes ces notions ; pour notre propos, il suffit d'insister sur l'importance du contexte dans cette affaire de dénomination et de rappeler que bien des programmes d'« extrême droite » des années 2020 ne sont que des programmes de droite, voir même parfois de centre-droit, des années 1980-90. Si nous reprenons le langage dominant sur ce sujet, c'est tout simplement pour ne pas perdre de temps ; mais, cela n'implique pas une adhésion à la taxinomie dominante.

<sup>38</sup> A ce sujet, voir Jacques Julliard et Jean-Claude Michéa, *La Gauche et le peuple*, Flammarion, 2014.

<sup>39</sup> L'individu est le fondement de la « société ». En ce sens, la société ne doit pas venir le contraindre, elle est à son service. La définition de la liberté qui en découle est donc dépendante de cette vision.

<sup>40</sup> Un autre marxiste a beaucoup écrit sur ce sujet, voir Michel Clouscard, *Néo-fascisme et idéologie du désir : les tartuffes de la révolution*, Delga, 2008 ; *Le Frivole et le Sérieux : vers un nouveau progressisme*, Delga, 2010 ; *Le Capitalisme de la séduction - Critique de la social-démocratie*, Delga, 2006.

<sup>41</sup> Guy Bois, *Une nouvelle servitude- Essai sur la mondialisation*, *op. cit.*, p. 54.

un caractère de plus en plus autoritaire à l'exercice du pouvoir. Résumons-nous : l'idéologie libérale est associée à l'ordre économique, la vision libertaire à l'ordre culturel et la tendance autoritaire à l'ordre politique. En effet, la mondialisation a conduit à faire dériver les régimes démocratiques-représentatifs. On a pu constater la répression de plus en plus brutale de mouvements sociaux mis en œuvre par l'*extrême-centre* incarné par un Emmanuel Macron terrifié en 2018 : les méthodes utilisées contre les *Gilets Jaunes* en ont constitué le parangon. La répression fut d'autant plus brutale que cette révolte ne s'inscrivait pas dans le dispositif idéologique du pouvoir et de ses opposants reconnus. A ce titre, l'utilisation des forces policières à des fins répressives ne se conjuguent pas avec un accroissement de sécurité pour le peuple : ce n'est pas l'objectif de l'élite dirigeante qui se croit d'ailleurs immunisée (en raison des lieux de vie qui lui sont propres) de la violence diffuse qu'engendre sa politique. Par ses médias et intellectuels à gage, elle explique la violence sporadique émanant des périphéries urbaines comme le résultat d'un prétendu « racisme systémique » du reste de la population (la *France périphériques* c'est-à-dire les supposés « déplorables »<sup>42</sup>) mais jamais en raison de de l'impéritie des différents pouvoirs qui se sont succédé depuis 1974, c'est-à-dire depuis près de 50 ans !

La violence matérielle des États européens contre leur peuple s'accompagne d'une violence politique : le refus de reconnaître des référendums ou des élections, comme en témoigne l'invention extravagante d'un « bouclier démocratique » par les partisans de l'Union européenne en 2025 et ainsi que l'atteste l'obstination de l'élite française à ne pas mettre en application le refus du peuple français du *Traité constitutionnel européen* exprimé il y a vingt ans ; Nous en arrivons à une conclusion de la démonstration de Bois : les sociétés occidentales ne resteront libérales politiquement que si les institutions de la mondialisation sont remises en question. Cette apparente contradiction entre les modalités libérale-libertaire et autoritaire d'une même société est levée en allant aux racines idéologiques de notre singulière *société des individus*<sup>43</sup>, dont l'achèvement est manifeste.

Une composante de l'idéologie post-moderne si forte dans cette société est, la fameuse et caractéristique « philosophie du soupçon », la tendance à l'antirationalisme alimentant le scepticisme et le relativisme, impasses que Bois dénonce avec force. La rationalité et la logique ne seraient alors plus que des outils de domination de certains groupes sociaux sur d'autres. Dans ces conditions, la science ne devient qu'un simple discours parmi tant d'autres, parfaitement subjectif, que tout individu peut refuser en invoquant sa sensibilité particulière. Deux résultats découlent de cette approche. D'une part, toute restriction des choix individuels doit être à bannir dans l'ordre économique et culturel, quels qu'en soient les conséquences. L'individu devient producteur ou consommateur, tandis que l'État peut paradoxalement être autoritaire pour maintenir cet état de fait. La citoyenneté devient un danger par la limite qu'elle entend imposer au caractère autoritaire de l'État, à l'hubris capitaliste et à la transgression culturelle permanente. Évidemment, Bois se fait une tout autre conception de la liberté et défend la conception *républicaine* de la liberté que Jean-Jacques Rousseau avait magnifiquement illustrée : obéir à la loi que l'on se donne. D'autre part, il existe à ce jour, ce que Bois ne pouvait encore pleinement anticiper il y a presque un quart de siècle, la prépondérance dans le débat public des « identités », de la « race » et du « genre », références obsessionnelles de la nouvelle culture américaine<sup>44</sup>. En conséquence, même les écrits universitaires sont saisis par la manie de traquer la moindre trace de « phobie<sup>45</sup> » : l'on peut toujours stigmatiser quiconque refuse de faire allégeance au dernier catéchisme académique, lequel d'ailleurs, au-delà de

---

<sup>42</sup> Pour reprendre un qualificatif utilisé par Hillary Clinton à propos des électeurs de Donald Trump en 2016. L'arrogance de la classe dominante américaine envers son peuple trouvait ainsi son expression accomplie.

<sup>43</sup> Une anthropologie philosophique de notre condition a été formulée par Marcel Gauchet, *Le nœud démocratique – aux origines de la crise néolibérale*, Gallimard, 2024. L'auteur montre le succès de cette singulière société qui a traversé le terrible XXème siècle et a triomphé de ses ennemis respectifs que furent la *révolution sociale* et la *révolution nationale*. Mais, le philosophe doit convenir que ce succès débouche sur l'aporie d'un type de « société » niant le bien commun.

<sup>44</sup> Qui a bien sûr envahi l'Europe avec une décennie de retard. Voir Douglas Murray, *La grande déraison – race, genre, identité*, L'artilleur, 2020.

<sup>45</sup> Concept qui confond, mélange et combine deux notions bien différentes que sont la peur et la haine. On peut très bien craindre quelque chose sans le haïr...

ses extravagances, n'a qu'une consistance, c'est-à-dire l'adaptation culturelle à la déraison du capital global.

Ce tournant postmoderne a provoqué un phénomène qui n'était qu'en germe au moment de l'écriture d'*Une nouvelle servitude* : l'« extrémisation » des débats intellectuels et politiques, liquidant ce ciment essentiel de la société qu'est la circulation de la parole. À cet égard, on était presque gêné, dans les milieux académiques (fort majoritairement « à gauche ») de ce que l'exorbitant Geoffroy de Lagasnerie eût osé affirmer, au micro bienveillant du service « public », qu'il était « *contre le paradigme du débat* ». Mais ce singulier sociologue ne faisait que dire ce que ses collègues font et l'on doit au moins lui reconnaître de faire ce qu'il dit<sup>46</sup>. A l'évidence, refuser l'échange des mots parce qu'on estime avoir le monopole du bien ou du vrai, c'est entamer un processus de « décivilisation » où le pur rapport de force dans sa matérialité brutale va décider de ce qui est juste. Comment se fait-il que des « progressistes » autoproclamés osent commettre de tels propos ?

La raison de cette étrangeté réside en ceci : la logique et l'exigence de cohérence serait une « oppression » ou des exigences ne s'appliquant pas à tous de la même manière. Si un discours est supposé justifier une mécanique d'oppression – que l'intellectuel de « gauche<sup>47</sup> » a le privilège de pouvoir dévoiler – tout est possible pour mettre en œuvre la « déconstruction » de ce discours, fût-ce au prix de l'incohérence ou d'effrayants paralogismes, souvent sanctifié en raison d'une origine singulière (qui ferait autorité, parce que prétendument « dominée ») ou de quelque « sensibilité blessée » gourmande en réparations aussi diverses qu'incessantes. Immanquablement, la « double pensée » si chère à Orwell<sup>48</sup> devient alors une réalité et les divergences (naturelles) de vue entre individu et groupes deviennent autant de prétextes à anathèmes et violence verbales.

Une sorte de guerre civile larvée émerge dès lors que la politique comme institutionnalisation de la guerre civile<sup>49</sup> n'a plus de capacité instituante dans ce moment-même où s'évanouit le monde commun. Voici donc la crise intellectuelle et morale liée à l'individualisme radical et progressiste de notre temps dont il faut comprendre le caractère organiquement lié à la mondialisation elle-même. Ce processus, en effet, ne serait pas possible sans cette mutation sociologique qui légitime la liquidation de l'ancienne citoyenneté des démocraties nationales. Tout ce qui peut relever d'un collectif historiquement situé et voulant décider consciemment de son destin doit être balayé dans le cadre de la nouvelle société de l'ère globale. L'individualité post-moderne et ultra-souple, congruente avec la liberté des flux de tous ordres – qui n'est autre que le mouvement du capital lui-même ! - broie ainsi les nations (lieu où le principe démocratique peut avoir encore de l'effectivité) au nom de l'agitation perpétuelle qui soumet personnes, biens et capitaux pour le plus grand bonheur du plus petit nombre possible, le millième le plus riche de l'humanité (et aussi, dans une moindre mais certaine mesure, le cinquième juste en dessous qui perpétue la logique culturelle et institutionnelle du capitalisme tardif).

---

<sup>46</sup> « *Moi, je pense que le but de la gauche, c'est de produire des fractures, des gens intolérables et des débats intolérables dans le monde social. Il faut savoir qu'il y a des paradigmes irréconciliables. Moi je suis contre le paradigme du débat, contre le paradigme de la discussion (...)* Je pense que la politique est de l'ordre de l'antagonisme et de la lutte et j'assume totalement le fait qu'il faille reproduire un certain nombre de censures dans l'espace public, pour rétablir un espace où les opinions justes prennent le pouvoir sur les opinions injustes » : Geoffroy de Lagasnerie, cité par Louis Nadau, « Censure" pour les "impurs" : la gauche riante de Geoffroy de Lagasnerie », *Marianne*, 30-09-2020, en ligne. Il valait la peine de reproduire cette citation révélatrice en raison de son aspect exemplaire. Quiconque a hanté les couloirs des laboratoires des « sciences humaines et sociales » sait parfaitement que Lagasnerie n'est qu'un porte-parole bruyant de beaucoup d'universitaires.

<sup>47</sup> Il est fait seulement référence à la partie quantitativement majoritaire de la gauche contemporaine (dite parfois « woke »), laquelle se repère facilement dans son expression selon deux critères qui ne sont pas exclusifs : 1. ses textes sont à eux-mêmes leur propre parodie 2/ sa littérature explique que la wokisme n'existe pas ... tout en faisant des sermons sur l'intersectionnalité ! Voilà un exemple drôle de double pensée très répandue dans le clergé universitaire ... surtout à sa base qui ne cesse de reprocher au sommet de ne jamais être assez radical ! De façon à gravir les échelons au nom de la pureté critique.

<sup>48</sup> Jean-Claude Michéa, *Orwell, anarchiste Tory. Suivi de À propos de 1984 Postface inédite : Orwell, la gauche et la double pensée*. Climats, 2020.

<sup>49</sup> Moses I. Finley, *L'Invention de la politique démocratie et politique en Grèce et dans la Rome républicaine*, Flammarion, 1985.

A côté de la crise anthropologique suscitée par la mondialisation que nous venons de développer, il y a les crises géopolitiques et démographiques propre à ce processus. Le premier point a bien été soulevé par Jacques Sapir dans la préface de ce même ouvrage. L'aspect démographique est bien souvent oublié. Bois lui-même ne le mentionne que secondairement alors que dans ses ouvrages universitaires ce paramètre est prépondérant. Pourtant, depuis 2014-2016, une mutation démographique d'une ampleur sans précédent est en train de se dérouler au niveau mondial.

(i) alors que la fécondité s'était plus ou moins stabilisée depuis 1980, voir même avait commencé à réaugmenter dans la majeure partie des pays du globe, on assiste à une chute remarquable, sauf dans le Proche-Orient arabe et en Afrique qui sont voisines de la vieille Europe déclinante<sup>50</sup>.

(ii) une obésité et surpoids qui ne cessent d'augmenter dans l'ensemble des pays du globe, cela étant lié à la société de consommation. Les données sont saisissantes sur ce sujet, notamment quand l'on constate que 70% de la population américaine a un IMC supérieur à 25<sup>51</sup>. Une telle situation pourrait faire craindre une crise sanitaire importante notamment dans les pays les plus pauvres.

(iii) une crise migratoire constante en Europe et aux Etats-Unis du fait de l'absence de politique ou d'une quasi-absence délibérée ayant pour finalité de peser sur le taux de salaire. A la pression de la robotisation, de la concurrence mondiale sur les biens et services et de la « libération » des flux de capitaux, s'ajoute donc la pression migratoire<sup>52</sup>. La mondialisation y a sa part de responsabilité à travers ses effets économiques ou guerriers. Bois soulignait avec justesse ce fait mais il sous-estimait la question démographique et la difficile construction des États moderne hors-Occident. Finalement, depuis près de 40 ans, les flux migratoires continues, légaux comme illégaux, dans l'ensemble des pays occidentaux provoquent un véritable séisme social. Il suffit de constater pour cela le pourcentage d'immigrés et le pourcentage d'enfants en tant que descendants d'immigrés pour plusieurs pays européens comme l'Espagne, l'Italie, la Suède, le Royaume-Uni ou l'Allemagne<sup>53</sup>.

(iv) Un autre phénomène tout aussi important est la recrudescence des familles monoparentales dans de nombreux pays<sup>54</sup>. Bien évidemment, ce taux moyen par pays est largement supérieur dans ce qu'il est convenu d'appeler les « quartiers difficiles » en France, où ce taux monte aisément à 40%-50% des familles avec un enfant.

Ces différents phénomènes entrent directement en interaction avec la fécondité, critère démographique si important car déterminant la reproduction à terme des sociétés et des types de civilisation. Leur influence n'est pas facile à déterminer et peut varier selon les pays mais une chose demeure claire : la tendance est à la diminution globale du nombre de naissance, en dépit de disparité régionales qui auront de probables conséquences critiques dans les décennies qui viennent. Le temps long de la démographie n'est pas celui de la politique. La chute de la fécondité est manifeste après la crise des dettes souveraines en Europe, les printemps arabes, l'annexion de la Crimée par la Russie ou encore l'épidémie d'Ébola en Afrique. A l'ensemble de ces crises que la mondialisation affecte directement, la fin de l'abondance énergétique pourrait venir accélérer cette situation.

---

<sup>50</sup> Le site *Our World Data* répertorie l'évolution des fécondités de tous les pays mondiaux. <https://ourworldindata.org/>

<sup>51</sup> Nina Agrawal, the New York Times, "Three-Quarters of U.S. Adults Are Now Overweight or Obese", 14 novembre, 2024. <https://www.nytimes.com/2024/11/14/well/obesity-epidemic-america.html>

<sup>52</sup> Ce fait est rappelé dans l'ouvrage de Turchin. La pression migratoire contribue à la croissance économique tout en déformant sans cesse la part de la richesse produite au bénéfice du sommet de la pyramide sociale. C'est une des raisons qui fit basculer le vote des « déplorables » à droite en Occident.

<sup>53</sup> Comme Bois me le confiait, la fragmentation du peuple en divers peuples, encadré en haut par une élite régnante et en bas par un couche d'exclus, a l'immense mérite de mettre en œuvre « le diviser pour régner », affaiblissant la lutte de classe. C'est pourquoi le PCF dont il fut longtemps membre était en faveur du contrôle de l'immigration au contraire des socialistes français.

<sup>54</sup> INSEE, « Femmes et hommes, l'égalité en question », le 03/03/2022, en ligne.

La France se situe au sein de cette mondialisation, mais aussi au sein de ce que l'on pourrait appeler la « petite mondialisation » sous la forme de l'Union européenne et ses institutions. Cette petite mondialisation radicalise les caractéristiques de la grande d'un point de vue économique et politique. Bois l'avait déjà bien cerné en mentionnant comment l'intégration européenne servirait de fondement à une perte accrue de souveraineté, c'est-à-dire de la faculté de prendre des décisions au sein de ces organisations politiques du peuple que sont les nations démocratiques. Cette perte se manifeste aussi bien au niveau monétaire - avec l'abandon de la monnaie nationale au profit de la banque centrale européenne - qu'au niveau politique, avec le transfert aux institutions européennes de la capacité de signer des traités internationaux en matière de commerce, sans oublier l'incapacité de la France de pouvoir prendre des décisions en matière migratoire. A ce titre, les tentatives de mettre en place le *Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement* (plus connu sous le nom de TAFTA) démontre la tentative de soumettre les États à des tribunaux internationaux. En somme, l'Union Européenne cherche à transformer les États en judiciaires comme les autres, à protéger les entreprises de possibles actions qui leur seraient « néfastes ». Finalement, c'est le caractère souverain des États qui est remise en cause<sup>55</sup>.

Depuis la parution d'*Une nouvelle servitude*, la participation de la France à ces deux mondialisations a conduit à l'émergence de nombreux phénomènes que cet auteur avait déjà pu entrevoir. Sur la période allant de 2000 à 2025, le panorama est peu reluisant sur la société française. Le sous-emploi de la main d'œuvre qui n'avait cessé d'augmenter depuis 1980 a continué jusqu'à atteindre 20% toute catégorie confondue de l'Insee<sup>56</sup>. La France subit aussi une désindustrialisation massive puisque la part de l'industrie manufacturière atteint 9% du PIB en 2020. Plus explicite, la part des emplois industriels ne représentent en 2020 que 13,3% du total alors qu'en 1982 cette part était de 37,4%<sup>57</sup>. De manière identique, la balance courante de la France est continuellement en déficit depuis l'avènement de l'euro avec une dégradation en parallèle de sa position nette extérieure<sup>58</sup>. Depuis les années 2000, avant la Covid, le taux de croissance économique était en moyenne de 1,5% par an. Après la Covid, ce taux de croissance ralentit encore en 2023 et 2024, étant respectivement de 0,9% et 1,2% selon Eurostat<sup>59</sup>. Pire, la productivité française s'est réduite à la suite du Covid, phénomène sans précédent<sup>60</sup>, ce qui relance la question du financement des retraites à terme. A cette dégradation économique s'ajoute une dégradation à la fois démographique et sanitaire : le taux de fécondité diminue progressivement depuis 2015 pour atteindre 1,62 enfants par femme en 2024<sup>61</sup>. Plus encore, on observe une hausse du taux de mortalité infantile<sup>62</sup>, cela étant

---

<sup>55</sup> Benjamin Lemoine, *La démocratie disciplinée par la dette*, La Découverte, 2022 ; Chasseurs d'Etat. Les fonds vautours et la loi de New-York à la poursuite de la souveraineté, La Découverte, 2024.

<sup>56</sup> Le taux de chômage est un indicateur qui soulève beaucoup de débats. Ici, ce taux est déterminé à partir de l'agrégation de l'ensemble des catégories A, B, C, D, A de l'Insee. Il faut également savoir que de nombreux chômeurs sont également continuellement radiés des listes, impliquant une sous-estimation de ce taux de chômage. Voir Olivier Berruyer, *Elucid*, « Le chômage en France (4ème trimestre 2024) - Explosion du chômage : Macron n'a plus les moyens de masquer son échec économique », en ligne, le 6 février 2025.

<sup>57</sup> Julie Leprêtre, « Réindustrialisation : où en est la France ? », *BPI-France*, (*La banque des entrepreneurs*), 16 avril 2024, en ligne.

<sup>58</sup> « La balance des paiements de la France connaît toujours un déficit très élevé malgré certaines forces de l'économie française que sont le commerce des services et les revenus reçus de l'étranger. Le coût de la facture énergétique, qui a baissé par rapport à 2022 mais qui reste très élevé, a conduit l'État à s'endetter encore plus auprès de l'étranger, ce qui a fait exploser notre dette extérieure. L'État français doit désormais près de 1 600 milliards d'euros à l'étranger, créant une situation très dangereuse pour notre souveraineté économique » (souligné par nous). Voir Olivier Berruyer, « La balance des paiements de la France 2024 : surendettée, la France dépendante des capitaux étrangers » *Elucid*, en ligne, le 25 juillet 2024.

<sup>59</sup> « Real GDP growth rate », *Eurostat*, le 18 juin 2025.

<sup>60</sup> Louis Gallois et Pierre-André de Chalendar, « Productivité : l'Europe et la France en panne », *La Tribune*, en ligne, le 11/06/24. <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/productivite-l-europe-et-la-france-en-panne-999270.html>

<sup>61</sup> INSEE, « Tableau de bord de l'économie française. Voir section démographie, thème Naissances-Fécondités, » 2024, en ligne.

<sup>62</sup> Nombres d'enfants mort nés pour milles naissances.

encore plus significatif. Pour rappel, Emmanuel Todd avait réussi à diagnostiquer la chute prochaine de l'Union soviétique avec cet indicateur<sup>63</sup>. Sa fiabilité, puisque difficilement modifiable, et son caractère de fait social total, rend compte de la détérioration de la société française entière. Oscillant depuis 2005 entre 3,5 et 3,8, ce taux a atteint 4 en 2022, mais surtout il continue son augmentation avec 4,1 en 2024<sup>64</sup>.

L'importance des flux migratoires - notamment depuis les années 2000 - pose une autre question à la société française : celle de l'intégration des nouvelles populations. Sans compter l'immigration illégale, le solde migratoire d'immigrés de 2006 à 2025 oscille autour de 140 000 à 210 000 par an<sup>65</sup>. En moyenne le solde migratoire se monte à 185 000 entrées par an. On oublie trop souvent l'autre composante du solde : le nombre étonnant de Français ou de résidents en France quittant le territoire national, autre symptôme du *mal français*. Sur un espace-temps de 20 ans, la France a accueilli environ 3 700 000 d'individus. On assiste à une modification de grande ampleur de la démographie française, qui est sous-estimée si rapportée à la population totale du pays. Une meilleure comparaison consiste à comparer cette immigration à la population comprise entre 20 et 50 ans<sup>66</sup>. On peut alors aisément estimer grossièrement la réelle représentation des immigrés dans cette tranche d'âge qui s'évalue à 15% environ.

Une large partie de ces immigrés, notamment ceux en provenance d'Afrique ou du Proche-Orient, se retrouve au sein des métropoles françaises renforçant alors la carte de la France périphérique si bien décrite par Christophe Guilly<sup>67</sup>. Cette mondialisation a conduit à une division spatiale de la société française en deux pôles. Même si des exceptions à cette analyse existent, cet idéal-type rend bien compte de la division géographique et sociale de la société mondialisée à la française. Les ouvriers et les employés ont délaissés - en raison du prix de l'immobilier - les centres villes des métropoles françaises au profit des banlieues pavillonnaires lointaines, des villes moyennes et de la ruralité. Les cadres au contraire se concentrent dans les centres-villes et banlieues huppées des métropoles. Au sein de ces métropoles, un nombre important de grands ensembles fournit une main d'œuvre de plus en plus immigrés ou d'origine immigrée utiles à ces métropoles à travers des métiers de service. En appliquant l'analyse qu'effectue Bois sur la capacité des États-Unis à drainer des ressources extérieures, faisons un parallèle avec les métropoles françaises<sup>68</sup>, et remettons en cause un constat de Guilly.

Ces métropoles ne sont pas tant des créatrices de « valeur »<sup>69</sup> ou des centres de production que des lieux d'appropriation et d'accaparement de la richesse extérieure et intérieure. Les effets de la mondialisation se réalisent aussi à l'intérieur des pays. Les différences de salaires cachent, par

---

<sup>63</sup> Emmanuel Todd, *La chute finale*, Robert Laffont, 1976.

<sup>64</sup> INSEE, Tableau de bord de l'économie française. Voir section démographie, thème Décès – Mortalité – Espérance de vie.

<sup>65</sup> INSEE, « L'essentiel sur... les immigrés et les étrangers », le 25/05/2025.

<sup>66</sup> INSEE, « Population par sexe et groupe d'âges », *Données annuelles 2025*, 14/01/2025.

<sup>67</sup> Christophe Guilly, *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Flammarion, 2014.

<sup>68</sup> Thème qui se retrouve sur la situation des villes avant le féodalisme. Avant l'an mil, en effet, la cité n'est pas essentiellement productrice, elle est surtout prédatrice. Bois insistait sur la pertinence de l'analyse de Moses Finley qui reprenait une idée de Max Weber). Voir Moses Finley, *L'économie antique*, traduction par M. P. Higgs 1975, Les éditions de minuit (1973 pour l'édition anglaise). Dans une communication personnelle en 2017 (l'année de la réédition d'un ouvrage collectif dirigé par Karl Polanyi en 1957), Bois précisait son plein accord avec ce qu'il nommait « modèle Finley-Polanyi » pour ce qui est des sociétés antiques, ce qui impliquait, selon lui, que le régime antique a perduré bien au-delà du délitement du monde gréco-romain. En revanche, il s'opposait vigoureusement à la thèse centrale de Polanyi selon laquelle il n'y a pas de primat des régulations marchandes avant le début du XIXe siècle. Mais ceci est un autre débat. ... cf. Karl Polanyi, Conrad M. Arensberg, Harry et W. Pearson dir., *Commerce et Marché dans les premiers empires - sur la diversité des économies*, Le Bord de l'Eau, 2017.

<sup>69</sup> C'est que, plus généralement la valeur repose sur des conventions propres à une société. Comme Veblen l'avait noté autrefois, la production de rareté, le coût de fonctionnement du système financier, l'invention de faux-besoins à fins de distinction *etc.* créé de la « valeur » sans pour autant créer de l'utilité sociale eu égard à la qualité de vie du plus grand nombre. Dans son langage, les *valeurs industrielles* ne sont pas les *valeurs pécuniaires*. Si c'était le cas, l'économie russe - crédité d'un PIB un peu supérieur à celui de l'Espagne - n'aurait pas tenu le choc lors de la contre-offensive ukrainienne. Une leçon à méditer pour M. Le Maire, l'ancien ministre ...

l'intermédiaire de la monnaie, les véritables rapports de production et l'appropriation de la valeur par les cadres des métropoles. Plus que des lieux qui produisent des ressources, les métropoles drainent les ressources, montrant ainsi une autre spécificité de la mondialisation. Cette simple description géographique et sociale de la France se vérifie également dans les blocs politiques dominants chacun de ces environnements. Même si évidemment cette concomitance est loin d'être parfaite, le processus de distinction se renforce à chaque élection : les centres villes votent pour les libéraux (ou individualistes-progressistes), les « quartiers populaires » pour les libertaires-identitaires et la France périphérique pour les autoritaires selon la rhétorique des parties. Cette tripartition de la vie politique française conduit alors à une crise politique majeure puisqu'aucun de ces blocs politiques ne disposent d'une majorité claire tandis que tous - ou une bonne majorité de chaque bloc - acceptent la mondialisation.

On retrouve bien le triptyque idéologique de la mondialisation, qui progressivement se modifie en faveur d'un mélange détonnant plutôt que d'une division. Les libéraux deviennent de plus en plus libertaires-identitaires en défendant la GPA, l'inclusivité<sup>70</sup> (impliquant de devoir s'adapter à autrui), la lutte contre l'« islamophobie », mais autoritaire lorsque la mondialisation est remise en cause par des mouvements sociaux. Les libertaires-identitaires eux-aussi partagent un certain autoritarisme en remettant en cause la liberté d'expression. Ils sont également libéraux puisqu'ils défendent la grande et la petite mondialisation, avec une focalisation sur l'immigration comme tabou suprême. Les autoritaires demeurent libéraux d'un point de vue économique (que l'on pense à leurs révoltes fiscales), tandis qu'ils partagent de plus en plus la perspective libertaire-identitaire (due à l'américanisation du mode de vie). Face à la gravité de ces problèmes, les débats politiques français se noient dans une inflation discursive ne faisant que retarder la résolution des crises, voire les aggrave. Mais, il est évident qu'à ne pas vouloir penser que la mondialisation et l'Union européenne puissent poser des problèmes existentiels à ce pays, on ne peut que se perdre dans l'insignifiance, alors même que sont sapés peu à peu les principes constituant de l'État-nation, la citoyenneté (et sa dimension de laïcité ou de sécularisation) et des services publics.

Ces débats en forme d'impasse ou de détournement sont sociétaux comme l'avait mis en exergue Bois. Avec le temps, les dérives post-modernistes ont accentué la fragilisation de la société car elles imprègnent nombre de paroles politiques qui ne s'intéressent plus aux faits mais aux discours des autres (nécessairement oppressifs, pense-t-on) et à tous les mythes qu'il faudrait déconstruire sans cesse. Parce non fondées sur une analyse rigoureuse de la réalité (qui ne serait finalement jamais plus qu'une « construction sociale »), ce genre de parole ne rencontrent jamais de frein et virent à des extrêmes que jamais n'arrête le grotesque. La transgression perpétuelle comme modalité de l'émancipation s'impose dès lors. Ces débats se déroulent dans une opposition identitaire ou chaque groupe se pose en victime d'un autre sans égard aux faits. L'émotion est la réalité. Chaque groupe se sent alors menacé existentiellement par l'autre. L'« islamophobie » (mot remis dans le débat public par les ayatollahs de Téhéran), la grossophobie, la christianophobie *etc.* nourrissent le vide public de leur négativité. On pourrait multiplier ces faux concepts à l'infini. La question n'est plus d'évaluer rationnellement une discussion selon une théorie ou une philosophie, mais consiste à créer des conflits sans issue entre groupes libertaires-identitaires.

Il en découle alors une grave remise en cause des principes fondateur de l'État-nation que sont la citoyenneté et la laïcité : chaque groupe estime devoir posséder des droits particuliers au détriment d'autres par le simple fait d'être quelque chose de singulier et de juger sa souffrance d'offensé supérieure à toute autre, voire même de la considérer comme incommensurable, légitimant ainsi le meurtre des offenseurs supposés. Il ne s'agit plus de défendre le fait multiculturel, banal et sain dans une société raisonnablement ouverte, mais bien de mettre en place un multiculturalisme comme mode de fonctionnement de la société française pour enfin se mettre en conformité avec la mondialisation. En ce sens, malgré leur opposition, ces groupes identitaires-libertaire partagent bien une même idéologie commune opposée à l'État-nation dont les racines plongent dans la pensée post-moderne. Paradoxalement, ces oppositions se retrouvent autour du

---

<sup>70</sup> Notion bien loin de celle de l'intégration.

concept de « frontière » soit pour le refuser, soit pour l'essentialiser et le confondre avec un mur ! Au niveau migratoire, le débat oppose partisan d'un « *laisser-faire, laissez-passer* » total à ceux qui privilégient la fermeture totale. Au niveau du « genre », la même rengaine reprend, soit en niant l'existence des sexes, soit en affirmant un nombre infini de « genres », soit en classifiant l'homme et la femme à partir de caractéristiques fixes justifiant ainsi les transitions de genre. La question de la race revient aussi sur le devant de la scène : dans les deux camps, on estime que la continuité historique d'une civilisation ou d'un groupe repose sur l'endogamie. Aussi, ce débat sociétal cache l'essentiel, un accord sur l'aspect libéral et autoritaire de la mondialisation.

Ce jeu pourrait être relancé à l'infini, mais il est bon de rappeler que la mesure, la nuance, et les faits n'existent plus pour les tenants post-modernes de ces approches sociétales. L'utilisation de stigmates a remplacé l'argumentation logique. Chaque groupe peut injurier l'autre en utilisant les sceaux de l'infâmie de son choix, comme si ces mots avaient des pouvoirs magiques. Ils sont nombreux tels que « fascistes », « racistes », « anti-France », « islamophobes », « rouges-brun », « nationalistes » et la liste est sûrement encore longue. Nous sommes ainsi passés de l'argumentation au slogan pour finir par l'insulte, correspondant aux différentes étapes de la mondialisation et de la perte de souveraineté de l'État-nation.

Le second grand enjeu des débats politiques en France se joue autour du déficit et de la dette publique. Il serait pourtant plus juste de mentionner le terme de fiscalité pour représenter l'ensemble de ces débats. Ce qui explique pourquoi le livre de Piketty<sup>71</sup> a eu un tel attrait au-delà de la sphère académique, c'est que la fiscalité reste le seul outil aux mains du gouvernement pour affecter la distribution des revenus. Cela signifie une acceptation totale de la mondialisation que le gouvernement peut seulement venir moduler ou apaiser. Mais allons plus loin dans l'analyse. En suivant les enseignements de John M. Keynes, un déficit public ne pose pas de problème en soi. Au contraire, sous certaines circonstances bien précises, il peut relancer l'économie. Mais qu'en est-il lorsque ce déficit est constant, que la dette publique augmente sans cesse, que la croissance économique est faible et inférieure au taux d'intérêt de la dette, que la productivité diminue, que la balance courante se dégrade ? Cela soulève ainsi l'autre question de savoir à qui profite cet état de fait. Ou plutôt à quelle classe sociale profite ce déficit et cette dette ? Autrement dit, quelle redistribution de richesse masque un déficit public en dégradation constante ? Précisons immédiatement que le déficit public incorpore la différence entre recettes et dépenses de l'État, des administrations centrales et locales et des administrations de sécurité sociale. Il est cocasse à cet égard que les administrations de sécurité sociale fassent baisser le déficit public sur ces dernières années<sup>72</sup>.

Comme il est aisé de le constater, malgré les déclarations des gouvernements successifs, le déficit public augmente progressivement au fil des années. Il est bon de rappeler que l'endettement de la part de l'État sert en partie à consommer des produits extérieurs. Cela aurait été impossible sans la monnaie européenne, ce qui peut expliquer en partie le soutien à une telle monnaie venant de la gauche et la droite, même dans leurs déclinaisons radicales<sup>73</sup>. Nous pouvons dès lors consommer plus que ce que nous produisons grâce à l'apport (croissant et renouvelé jusqu'à présent) de créanciers largement extérieurs, qui déterminent, en dernière instance, la nature de la

---

<sup>71</sup> Thomas Piketty *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Seuil, 2013.

<sup>72</sup> INSEE, « En 2024, le déficit public s'élève à 5,8 % du PIB, la dette publique à 113,0 % du PIB - Comptes nationaux des administrations publiques - premiers résultats - année 2024, en ligne.

<sup>73</sup> Le maintien de l'ancienne monnaie nationale eût tôt fait de ramener à la raison les manufacturiers des déficits publics et extérieur et de remettre la question industrielle au cœur des débats publics. Mais, dès 2011, une figure éminente de l'économie de gauche se félicitait de la désindustrialisation ... pour s'inquiéter gravement de la montée du *Rassemblement National* ! Cette extravagance est révélatrice de l'accord des factions droite et gauche des *intérêts établis* (Veblen) sur la mondialisation ... comment ne pas conclure de ces incohérences que la gauche n'est pas la solution au problème mais une partie du problème et que ces universitaires qui jouent à être des intellectuels auront beaucoup fait pour la montée de l'extrême-droite en France. Voir Julia Cagé, « Vive la désindustrialisation ! », *La Tribune*, Mars 2011, en ligne et Julia Cagé et Thomas Piketty, « Le vote FN-RN est avant tout un vote socio-économique inquiet », *L'Eco*, le 30 septembre 2023, en ligne.

politique économique, ce qui est le but de l'élite globaliste. Revenons alors à l'origine de ce déficit public pour constater que cet excès de consommation permet aux classes sociales les plus en faveur de la mondialisation et de l'Union européenne de ne rien modifier quant à leur style et niveau de vie, alors qu'une politique de réindustrialisation leur serait préjudiciable. Bien loin des faux-semblants moraux, ces classes sociales ont un intérêt économique à défendre l'état présent des choses. Celui-ci leur permet de consommer au détriment des autres classes sociales qui paieront, par la suite, cet excès de consommation : il faudra procéder à des ajustements déflationnistes pour rester dans l'eurozone .... Comme nous le constatons, les classes sociales qui profitent de cette redistribution de richesse sont aussi celles qui vivent dans les métropoles françaises.

Bois désigne cette classe sous le nom de « bobos », mais il serait plus juste de les appeler *néobourgeois* en adaptant la définition marxiste à la forme que prend le capitalisme actuellement à la fois au sein de la production et de la consommation. Le néobourgeois jouit directement ou indirectement des dividendes de la croissance capitaliste, qu'il soit propriétaire, entrepreneur ou cadre, l'encadrement pouvant bien sûr être culturel (sur quoi insiste à raison Michéa<sup>74</sup>), ce qui est essentiel dans la forme tardive du capitalisme. L'entretien de l'idéologie du capital global et ses mécanismes de persuasion auprès du grand public échoit à la faction gauche de cette néobourgeoisie<sup>75</sup> (qui peut représenter jusqu'au cinquième de la population). Ce type de bourgeoisie est présente à la fois dans le privé, dans le public ou l'associatif (la gourmande « république des ONG). Ce contrôle est facilité et rendu possible par un haut fonctionariat qui fonctionne à son service au sein de l'État. Il est bien bourgeois en ce sens qu'il permet mais aussi contrôle en partie les moyens de productions et l'affectation des dividendes de la domination capitaliste.

Ces multiples divisions de la néobourgeoisie<sup>76</sup> trouvent une double unification dans le contrôle de la production et le style de consommation. Michel Clouscard<sup>77</sup> nous présente les caractéristiques de ce style de consommation qui consiste à acheter des biens de confort ou de luxe c'est-à-dire du foncier et de l'immobilier ou plus simplement des actifs. D'un point de vue de la structure familiale, cette bourgeoisie prend souvent la forme d'une famille de cadre auquel il faut ajouter ses enfants, étudiants ou non. C'est cet ensemble qui forme le plus grand soutien à la mondialisation, à l'Union européenne et s'accapare les richesses présentes et futures. A ces deux aspects<sup>78</sup> qui les relient en tant que classe sociale, il en existe un troisième celui de déficit public. Le déficit public n'est que la conséquence de l'appropriation des richesses de l'État visant à maintenir un consensus « quoi qu'il en coûte » entre les différentes fractions de la classe dominante et de ses dépendants : « associatifs », publics et privés. Les débats sur sa réduction masquent en réalité le véritable enjeu : maintenir les dépenses publiques pour la fraction de la classe à laquelle on appartient.

Ne pouvant reporter le poids de la baisse des dépenses ou la hausse des recettes sur les autres fractions en raison des alliances matrimoniales ou autres liens sociaux, ce jeu de dupe se termine par un transfert sur les autres classes sociales. Il prend de multiples formes : évasion fiscale et niche fiscale<sup>79</sup> qui se montent respectivement à environ 4% et 2,8% du PIB français<sup>80</sup>, aides et subventions aux entreprises sans contrepartie, sous la forme de crédits d'impôts, aides et subventions aux associations culturelles, charge conséquente de la dette publique (évaluée à 50

---

<sup>74</sup> Jean-Claude Michéa, *Orwell, anarchiste Tory ...*, *op. cit.*

<sup>75</sup> Gérard Duménil et Dominique Lévy, *Managerial Capitalism: Ownership, Management, and the Coming New Mode of Production*, Pluto Press, 2018.

<sup>76</sup> Entre biens matériels, services culturels, secteur privé et public, hauts fonctionnaires...

<sup>77</sup> Voir Michel Clouscard *Néo-fascisme et idéologie du désir - Les tartuffes de la révolution*, Delga, 2008 (1973 pour la première édition).

<sup>78</sup> Le contrôle de la production et le style de consommation.

<sup>79</sup> Les niches fiscales réduisent particulièrement l'impôt sur le revenu, la taxe foncière et les accises sur les produits énergétiques.

<sup>80</sup> Charles de Courson, « Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire sur le projet de loi des finances pour 2025 », *Assemblée nationale*, n° 468.

<sup>81</sup> *Finances et Comptes publics, le budget de l'État en 2024.*

milliards en 2024) ou encore l'augmentation de 8% des dépenses de personnels passant de 2023 à 2024 de 144,8 milliards à 152,8 milliards d'euro. En parallèle, on assiste à une dégradation des services publics et à une absence de déficit dans les administrations liés à la sécurité sociale. En d'autres termes, le déficit public résulte bien de cette captation d'argent public par une partie des intérêts dominants (de droite et de gauche) et leurs dépendants des sphères publiques, associatives ou privées.

On assiste à une redistribution à l'envers qui rend possible l'augmentation du nombre de cadres. Le véritable enjeu n'est jamais véritablement posé, celui de l'allocation de ce déficit public, c'est-à-dire du partage des pertes immanent à ce système clientéliste, lequel se masque toujours derrière l'utilité collective. Le soulever serait alors s'interroger sur l'Union européenne qui interdit à l'État d'investir directement dans l'économie et remettrait également en cause leurs privilèges. Sous couvert de défense d'intérêts publics et de l'action de l'État, la gauche favorise un certain type de dépense - qui la légitime idéologiquement - alors la droite se voit attribuer des niches fiscales, des aides et subventions aux entreprises (ce qui ne fait souvent que compenser le coût de l'euro pour l'économie française). Cet accaparement des richesses sans aucun objectif productif ainsi que la tendance au communautarisme nous conduisent alors vers un *capitalisme de connivence*.

#### *Conclusion. L'Européisme ou la fin de la politique*

Tout nous ramène à l'Union européenne et à l'euro comme déclinaison régionale de la mondialisation. A tous les défenseurs de cette entité supranationale, il est bon rappeler qu'elle correspond exactement à l'objectif des néolibéraux autrichiens, dont Friedrich Von Hayek est sûrement le plus célèbre<sup>82</sup>. Confronté à l'effondrement de l'empire austro-hongrois, ils prônent la distinction de deux sphères celle de l'économie et du culturel pour maintenir l'empire uni. L'économie serait confiée à une entité supranationale chargée de faire respecter les lois du marché aux différents États de l'Empire tandis que la culture et le régalien resteraient une prérogative des différents États. L'essence du néolibéralisme est déjà présente et prend la forme organisationnelle d'une fédération oligarchique. Il défend l'encadrement du marché pour à la fois le permettre et soumettre le politique à son fonctionnement. Finalement, l'autre nom de l'européisme ou de la mondialisation, c'est le retour du marché autorégulé sous la forme d'une fédération oligarchique (évoquée par Polanyi dans les années 1940<sup>83</sup>). L'Union européenne et la mondialisation ne sont que la réalisation de cette doctrine qui, loin de se limiter à l'économie, entend bien transformer la société. Le néolibéralisme peut par conséquent se résumer au triptyque idéologique libéral-libertaire-autoritaire ; autrement dit, *le* politique reste plus que jamais vivace tandis que *la* politique dépérit. C'est ce que le fascisme tenta de faire de façon archaïque et mortifère en son temps avec la terreur de masse, les camps et le culte du chef. Mais, cette liquidation de la démocratie par la révolution de droite a échoué dans l'autodestruction, celle de la gauche dans la stagnation et la déshérence : en revanche, l'extrême-centre y réussit. Pour combien de temps ?

La perspective de Bois, dont nous avons voulu souligner la pertinence actuelle, doit donc être méditée. Certes, il ne s'agissait pas pour cet historien d'être prophète mais de disséquer la signification historique de la mondialisation, phénomène organiquement lié à un moment de l'hégémonie américaine, de la même façon que la première mondialisation fut rendue possible par l'hégémonie britannique. L'on peut rétrospectivement constater que l'hyper-puissance américaine commence en 1989, trouve son acmé entre 2003 et 2008 et que, depuis lors, commence un enlisement qui aboutit à une crise manifeste avec le conflit russo-ukrainien en 2022. Aujourd'hui se dessinent clairement des tendances multipolaires, mais nul ne peut dire que nous n'irons pas vers une *bi-mondialisation* ou une *mondialisation polycentrique* (réunissant les éléments moteurs de ce système

---

<sup>82</sup> Quinn Slobodian, *Les globalistes. Une histoire intellectuelle du néolibéralisme*, Seuil, 2022.

<sup>83</sup> Karl Polanyi cité par Geörgy Litván, « Democratic and socialist thought in Karl Polanyi's thought », pp. 251-271 in M. Mendell M., D. Sallée, *The legacy of Karl Polanyi – Market, State and Society at the End of the Twentieth Century*, London, McMillan, 1991, p. 260.

autour d'un consensus minimal autour de la circulation des personnes, des biens et des capitaux). En ce sens, si la nouvelle servitude du début du XXI<sup>e</sup> siècle fut une réalité pour les raisons exposées par Bois, la future configuration mondiale est incertaine, c'est-à-dire que nous sommes encore le temps de la décision, ce qui est le sens étymologique du mot *crise*. En ce sens, la nouvelle servitude (sous domination américaine) peut céder la place à de *nouvelles servitudes*.

Évidemment, l'avenir de la démocratie sera mieux servi par un système réellement multipolaire, reposant sur les États-nations<sup>84</sup> dont la vitalité est une condition nécessaire de la démocratie moderne, comme le souhaitait Keynes dans un texte trop méconnu<sup>85</sup>. Mais, si la démocratie implique la souveraineté, la souveraineté n'implique pas la démocratie. Un monde polycentrique peut être composé de noyaux autoritaires ou totalitaires. Assurément, Bois mettait beaucoup d'espoirs dans l'émergence d'un monde multipolaire qu'il imaginait beaucoup plus enclin à la démocratie. Il y a de la vérité dans cette pensée, mais aucune nécessité. Quoi qu'il en soit, le travail théorique de Bois démontre que l'historien peut contribuer à la connaissance scientifique – si utile pour la politique ! – pour peu qu'il ne cède en rien aux modes éphémères et aux tendances irrationalistes qui irriguent encore la recherche contemporaine.

## Références

Tony Andréani, *Matérialisme historique—les concepts fondamentaux revisités*, L'Harmattan, 2022.

Olivier Berruyer, « Le chômage en France 4<sup>e</sup> trimestre 2024 - Explosion du chômage : Macron n'a plus les moyens de masquer son échec économique », *Elucid*, le 6 février 2025, en ligne<sup>86</sup>.

Olivier Berruyer, « La balance des paiements de la France 2024 : surendettée, la France dépendante des capitaux étrangers », *Elucid*, le 25 juillet, 2024, en ligne<sup>87</sup>.

Guy Bois, *Crise du féodalisme*, Presse de la fondation nationale des sciences politiques, 1981 (1976 pour la première édition).

Guy Bois, *La mutation de l'an mil. Lournand, village mâconnais de l'Antiquité au féodalisme*, Fayard, 1989.

Guy Bois, *La grande dépression médiévale : xiv<sup>e</sup> – xv<sup>e</sup> siècle : le précédent d'une crise systémique*, Presses Universitaires de France, 2000, en ligne<sup>88</sup>.

Guy Bois, *Une nouvelle servitude- Essai sur la mondialisation*, François-Xavier de Guibert, 2003.

Julia Cagé, « Vive la désindustrialisation ! », *La Tribune*, Mars 2011, en ligne<sup>89</sup>.

Julia Cagé et Thomas Piketty, « Le vote FN-RN est avant tout un vote socio-économique inquiet », *L'Eco*, le 30 septembre 2023, en ligne<sup>90</sup>.

---

<sup>84</sup> A ce sujet voir Jérôme Maucourant, Bruno Tinel, « La nation face à l'État et aux rapports de classe : quels enjeux contemporains pour la politique économique » ? *Actuel Marx*, 2020, 2020/2 (68), pp.108-124.

<sup>85</sup> John Maynard Keynes, « De l'autosuffisance nationale », *Les crises*, en lignes, 1933. Traduction de « National Self-Sufficiency », *The Yale Review*, vol. 22, n° 4 (juin 1933), p. 755-769

<sup>86</sup><https://elucid.media/analyse-graphique/chomage-france/explosion-du-chomage-macron-n-a-plus-les-moyens-de-masquer-son-echec-economique>

<sup>87</sup><https://elucid.media/analyse-graphique/balance-paiements-france/balance-paiements-france-2024-surendettee-dependante-capitaux-etrangers>

<sup>88</sup> <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k4813673w>

<sup>89</sup> <https://www.latribune.fr/opinions/20110301trib000604972/vive-la-desindustrialisation-.html>

<sup>90</sup><https://www.lecho.be/economie-politique/europe/general/julia-cage-et-thomas-piketty-le-vote-fn-rn-est-avant-tout-un-vote-socio-economique-inquiet/10496008.html>

Michel Clouscard, *Le Capitalisme de la séduction : critique de la social-démocratie*, Delga, 2006 (1981 pour la première édition)

Michel Clouscard, *Néo-fascisme et idéologie du désir - les tartuffes de la révolution*, Delga, 2008 (1973 pour la première édition).

Michel Clouscard, *Le Frivole et le Sérieux : vers un nouveau progressisme*, Delga, 2010 (1979 pour la première édition).

Charles de Courson, *Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire sur le projet de loi des finances pour 2025*, Assemblée nationale, n. 468, 2024.

Pierre Dockès, *La libération médiévale*, Flammarion, 1979.

Pierre Dockès, *L'enfer, ce n'est pas les autres*, Descartes & Cie, 2007.

Gérard Duménil et Dominique Lévy, *Managerial Capitalism: Ownership, Management, and the Coming New Mode of Production*. Pluto Press, 2018.

*Finances et Comptes publics - le budget de l'État en 2024*<sup>91</sup>.

Eurostat, « Real GDP growth rate », DOI: 10.2908/tec00115, le 18 juin 2025<sup>92</sup>.

Moses I. Finley, *L'économie antique*, traduction par M. P. Higgs 1975, Les éditions de minuit (1973 pour l'édition anglaise).

Moses I. Finley, *L'Invention de la politique démocratie et politique en Grèce et dans la Rome républicaine*, Flammarion, 1985.

Louis Gallois et Pierre-André de Chalendar, « Productivité : l'Europe et la France en panne », *La Tribune*, en ligne, le 11/06/24<sup>93</sup>.

Marcel Gauchet, *Le nœud démocratique – aux origines de la crise néolibérale*, Gallimard, 2024.

Christophe Guilly, *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Flammarion, 2014.

INSEE, « Femmes et hommes, l'égalité en question », le 03/03/2022<sup>94</sup>.

INSEE, « En 2024, le déficit public s'élève à 5,8 % du PIB, la dette publique à 113,0 % du PIB - Comptes nationaux des administrations publiques - premiers résultats - année 2024 », *Informations rapides*, n° 81, le 27 mars 2025<sup>95</sup>.

INSEE, « L'essentiel sur... les immigrés et les étrangers », le 25/05/2025<sup>96</sup>.

INSEE, « Population par sexe et groupe d'âges », Données annuelles 2025, 14/01/2025<sup>97</sup>.

---

<sup>91</sup> <https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2025-04/20250416-RBDE-2024.pdf>

<sup>92</sup> <https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tec00115/default/table?lang=en>

<sup>93</sup> <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/productivite-l-europe-et-la-france-en-panne-999270.html>

<sup>94</sup> <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6047775?sommaire=6047805>

<sup>95</sup> <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8540375>

<sup>96</sup> [https://www.insee.fr/fr/statistiques/3633212#tableau-flux\\_radio1](https://www.insee.fr/fr/statistiques/3633212#tableau-flux_radio1)

<sup>97</sup> <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2381474>

INSEE, « Tableau de bord de l'économie française », section démographie, thème Naissances-Fécondités, 2024, en ligne<sup>98</sup>.

INSEE, « Tableau de bord de l'économie française », section démographie, thème Décès – Mortalité – Espérance de vie, 2024, en ligne<sup>99</sup>.

Jacques Julliard et Jean-Claude Michéa, *La Gauche et le peuple*, Flammarion, 2014.

John Maynard Keynes, « De l'autosuffisance nationale », *Les crises*, en lignes, 1933. Traduction de « National Self-Sufficiency », *The Yale Review*, vol. 22, n° 4 (juin 1933), p. 755-769<sup>100</sup>.

Paul Krugman, *L'Amérique que nous voulons*, traduit par Paul Chemla, Flammarion, 2008 (titre original : *The conscience of a Liberal*, 2007)<sup>101</sup>.

Benjamin Lemoine, *La démocratie disciplinée par la dette*, La Découverte, 2022.

Julie Leprêtre, « Réindustrialisation : où en est la France ? », *BPI-France, (La banque des entrepreneurs)*, 16 avril 2024, en ligne<sup>102</sup>.

Geörgy Litván, « Democratic and socialist thought in Karl Polanyi's thought », pp. 251-271 dans M. Mendell et Daniel Sallée dir., *The legacy of Karl Polanyi – Market, State and Society at the End of the Twentieth Century*, London, McMillan, 1991.

Jérôme Maucourant, « La pensée économique à l'épreuve de la crise de 2008 », dans Jean-Pierre Potier dir., *Les marmites de l'histoire - mélanges en hommage à Pierre Dockès*, Classiques Garnier, pp. 465-492, 2014 (en ligne halshs-01012848).

Jérôme Maucourant, Bruno Tinel, « La nation face à l'État et aux rapports de classe : quels enjeux contemporains pour la politique économique » ? *Actuel Marx*, 2020, 2020/2 (68), pp.108-124.

Jérôme Maucourant, « La mondialisation comme servitude - le regard d'un historien marxiste, Guy Bois (1934-2019) », *Prolégomènes*, en ligne, 2023<sup>103</sup>.

Ellen Meiksins Wood, « Le marxisme politique et ses débats », entretien avec Frédéric-Guillaume Dufour et Jonathan Martineau, *Actuel Marx*, 2011, 2, 50, pp. 98-118.

Jean-Claude Michéa, *Orwell, anarchiste Tory*. Suivi de *À propos de 1984. Postface inédite : Orwell, la gauche et la double pensée*. Climats, 2020.

Douglas Murray, *La grande déraison – race, genre, identité*, L'artilleur, 2020.

Louis Nadau, « Censure pour les "impurs" : la gauche riante de Geoffroy de Lagasnerie », *Marianne*, 30-09-2020, en ligne<sup>104</sup>.

---

<sup>98</sup> [https://www.insee.fr/fr/outil-interactif/5367857/details/20\\_DEM/22\\_NAI/22C\\_Figure3](https://www.insee.fr/fr/outil-interactif/5367857/details/20_DEM/22_NAI/22C_Figure3)

<sup>99</sup> [https://www.insee.fr/fr/outil-interactif/5367857/details/20\\_DEM/23\\_DME/23C\\_Figure3](https://www.insee.fr/fr/outil-interactif/5367857/details/20_DEM/23_DME/23C_Figure3)

<sup>100</sup> <https://data.les-crisis.fr/documents/2012/de-l-autosuffisance-nationale-keynes.pdf>

<sup>101</sup> Pour une discussion des thèses de Krugman en 2007, dont la justesse est aussi réelle que tardive, voir <https://blogs.alternatives-economiques.fr/gilles-raveaud/2013/12/01/le-grand-retournement-de-paul-krugman-par-jerome-maucourant>

<sup>102</sup> <https://bigmedia.bpifrance.fr/etudes/reindustrialisation-ou-en-est-la-france>

<sup>103</sup> <https://jerome-maucourant.com/2024/06/19/la-mondialisation-comme-servitude-le-regard-dun-historien-marxiste-guy-bois-1934-2019/>

<sup>104</sup> <https://www.marianne.net/politique/gauche/censure-pour-les-impurs-la-gauche-riante-de-geoffroy-de-lagasnerie>

Thomas Piketty *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Le Seuil, 2013.@

Helen Pluckrose et James Lindsay, *Le triomphe des impostures intellectuelles. Comment les théories de l'identité, le genre, la race gangrènent l'université et nuisent à la société*, préface d'Alan Sokal, traduction de l'anglais par Olivier Bosseau et Peggy Sastre, H&O, 2020.

Karl Polanyi, Conrad M. Arensberg, Harry et W. Pearson dir., *Commerce et Marché dans les premiers empires - sur la diversité des économies*, Le Bord de l'Eau, 2017.

Robert Reich, *L'économie mondialisée*, Dunod, 1993 (1991 pour l'édition américaine).

Robert Reich, *Supercapitalisme – le choc entre le système économique émergent et la démocratie*, Vuibert 2008 (1991 pour l'édition américaine).

Jacques Sapir, *La démondialisation*, Points, 2021 (2011, pour la première édition).

Quinn Slobodian, *Les globalistes. Une histoire intellectuelle du néolibéralisme*, Seuil, 2022.

Wolfgang Streeck, *Du temps acheté : La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Gallimard, 2014.

Pierre-André Taguieff, *Résister au bougisme - Démocratie forte contre mondialisation techno-marchande*, Fayard, 2001.

Emmanuel Todd, *La chute finale.*, Robert Laffont, 1976.

Peter Turchin, *Le chaos qui vient—élites, contre-élites et la voie de la désintégration politique*, Le Cherche, Midi, 2024 (2023 pour l'édition américaine).

Thorstein Veblen, *Absentee Ownership Business Enterprise in Recent Times - The Case of America*, George Allen & Unwin, 1923.

*Vie publique – au cœur du débat public* et son article du 1<sup>er</sup> février 2025 : « Très hauts revenus, très hauts patrimoines : quelles évolutions sur les 20 dernières années ? », en ligne.